Chroniques et nouvelles

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **74 (1929)**

Heft 4

PDF erstellt am: **19.03.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

CHRONIQUES et NOUVELLES

CHRONIQUE SUISSE

Les examens des recrues. — La « rencontre rouge » et l'armée. — L'instruction des fantassins de montagne. — Celle des commandants de brigade. — A la Société suisse des carabiniers. — De nouveau le pas d'école.

La question des examens des recrues, examens dits pédagogiques, a reparu à l'ordre du jour des Chambres fédérales. Ils ont été supprimés, comme on sait, à l'époque de la mobilisation de 1914, et n'ont pas été repris depuis. Aujourd'hui, le Conseil fédéral propose d'y revenir, sous une forme un peu différente qui atténuerait, estime-t-il, les inconvénients qui leur ont été unanimement reconnus : vernis d'instruction hâtivement donné aux jeunes gens à la veille du recrutement, rivalité des cantons dans une commune superficialité, insuffisance de l'organisation des expertises, etc. Le Conseil des Etats a voté les propositions du Conseil fédéral ; au cours de sa dernière session, le Conseil national les a déclinées.

Le Conseil national a été bien inspiré, semble-t-il, et l'on peut espérer que celui des Etats se ralliera à sa décision. Militairement, ces examens sont sans utilité. La preuve en a été surabondamment administrée depuis quinze ans qu'ils n'existent plus, ce dont personne n'a souffert. Alors que les Chambres multiplient leurs appels aux économies militaires, prétendant nous donner une armée à forfait, elles se contrediraient singulièrement en introduisant dans le budget un inutile crédit. Les épreuves sportives, oui, cela est utile ; l'armée en retire un profit ; mais le reste peut sans le moindre inconvénient dormir sous les poussières du passé.

* * *

Une fois de plus, à l'occasion de la « rencontre rouge » de Bâle, l'armée a témoigné de sa bienfaisante utilité. Sans elle, l'autorité fédérale n'aurait pas pu déployer la fermeté dont elle a fait preuve, et nul ne peut dire à quels excès les agitateurs internationaux qui se proposaient une revue révolutionnaire en Suisse se seraient livrés. En fait, grâce aux forces tenues prêtes pour les réprimer le cas

échéant, la manifestation a été étouffée dans l'œuf, les agitateurs ont dû mettre la sourdine à leurs exploits, et tout est resté dans l'ordre. Il n'y a pas eu la plus petite effusion de sang, ce qui est le résultat qu'il était opportun d'obtenir.

On ne sait pas assez, dans le grand public, à quoi répondent des mouvements comme celui qui vient d'être tenté par les promoteurs de la « rencontre rouge ». Il ne s'agit point d'une entreprise occasionnelle et régionale, mais de l'application d'un programme général auquel président les directeurs du bolchévisme à Moscou. A ceux de nos lecteurs désireux d'être renseignés avec plus de précision, nous ne pouvons que recommander le « Mémoire adressé aux gouvernements par le Bureau permanent de l'entente internationale contre la IIIe Internationale » ; ils y trouveront toutes les indications désirables, les nouveaux statuts de la IIIe Internationale, son programme, les thèses sur la tâche des communistes, en un mot toute la documentation qui éclaire le mouvement dont la « rencontre rouge » de Bâle est une manifestation.

Désarmer les autres et se servir pour cela des pacifistes et du mouvement de désarmement ; s'armer soi-même, Russie soviétique et formations de combat de la IIIe Internationale ; réaliser par tous les moyens les conditions qui rendront possible la guerre civile et la conquête violente du pouvoir hors de Russie, tel est, en résumé, le but poursuivi, auquel se rattachent les agitations comme celle de la « rencontre rouge ».

* * *

On ne doit pas laisser inaperçue la résolution prise cette année de donner enfin une instruction tactique complète aux fantassins de montagne. Que de temps perdu avant d'en arriver là ! Plutôt que de se rendre à cette solution du bon sens, on a épuisé, pendant des années et des années, la série des demi-mesures. Espérons que maintenant le chemin de Damas est trouvé et qu'on ne reviendra pas en arrière avant que l'expérience ait été poursuivie jusqu'au bout. Lorsqu'elle l'aura été, la cause des alpins sera gagnée et nul n'aura plus l'idée de ne pas se rendre. Ce que nous entendons par expérience poursuivie jusqu'au bout, c'est la convocation des recrues d'infanterie de montagne sur une place d'armes des Alpes pendant une suite d'années suffisante pour que soient constitués des bataillons dont toutes les classes d'âge auront reçu l'instruction alpestre. Les cours de répétition permettront alors de prononcer un jugement en connaissance de cause.

* * *

Mentionnns une autre réforme qui répondrait aux conditions générales de notre organisation actuelle et aux exigences de l'instruction du cadre supérieur.

On n'a plus l'idée qu'une brigade puisse agir comme brigade d'infanterie. La brigade est devenue une véritable unité mixte, et la reprise des cours de landwehr, qui doit lui procurer un troisième régiment d'infanterie capable de manœuvrer aux côtés de ceux de l'élite, confirme cette notion. Il serait naturel, dès lors, de profiter des occasions qui peuvent s'offrir pour familiariser le commandant de brigade avec les armes qu'il peut avoir à mettre en action. Ainsi fait-on, lorsque sont organisées des manœuvres de détachement. Mais c'est peu, et il ne serait pas difficile de faire plus et mieux ; il suffirait de placer sous l'autorité du commandant de brigade, dès la première semaine du cours de répétition, toutes les armes qui seront appelées aux manœuvres et non pas seulement l'infanterie. On peut bien admettre qu'il sera assez intelligent pour ne pas s'immiscer dans l'instruction technique des armes dites spéciales. N'arrive-t-il pas qu'un officier de cavalerie ou d'artillerie reçoive le commandement d'une brigade d'infanterie ? On ne trouve pas extraordinaire, dans ce cas, qu'il s'initie au commandement des fantassins, et les chefs des régiments et des bataillons ne le trouvent pas extraordinaire non plus, et n'en sont pas gênés dans l'instruction qu'ils donnent à leurs unités. On se plaint constamment des parois étanches qui continuent à régner trop souvent entre les armes. Elles deviendraient moins étanches le jour où les commandants de brigade et leurs états-majors auraient plus d'occasions de se familiariser, tactiquement et administrativement, avec les armes qui, dans la réalité de la guerre, seraient placées sous leur direction. Dans tous les cas, il vaudrait la peine de tenter l'essai.

* * *

Nous avons reçu, il y a quelques semaines, le rapport de gestion du Comité central de la Société suisse des carabiniers pour 1928. Il fourmille de renseignements intéressants. Chaque année on relève de nouveaux développements de cette société. En 1928, l'effectif des tireurs s'est élevé à 188 989 et la fortune de la société atteignait au 31 décembre la somme de 373 154 fr. 54.

Une des principales préoccupations du Comité central en 1928 a été d'obtenir du Département militaire une réduction du coût des munitions d'exercice. Cette demande s'est heurtée tout d'abord à une résistance provoquée par l'obligation où se trouve le Dépar-

tement de réaliser des économies pour demeurer dans les limites budgétaires que lui imposent les Chambres fédérales. Le Comité central s'est adressé alors directement aux commissions des finances des deux Conseils et a obtenu gain de cause en ce que le crédit primitivement prévu pour 1929 a été augmenté de 130 000 fr. ; moyennant quoi le prix de la cartouche pour munitions d'exercices a pu être abaissé de 10 à 8 centimes.

Cette résolution a été liée à une réglementation nouvelle des tirs des sociétés de tireurs. Il a été convenu que les années où un Tir fédéral serait organisé — telle l'année présente qui verra le Tir fédéral de Bellinzone — les autres manifestations de tir seraient limitées ou supprimées. En 1929, il ne pourra être organisé aucun tir cantonal, ni aucun tir franc ou libre d'une dotation supérieure à 20 000 fr. ; les tirs libres ainsi dotés ne pourront débuter que quatre semaines au plus tôt après la clôture du Tir fédéral, et les collectes pour leurs dons d'honneur ne pourront être entreprises qu'au lendemain de celui-ci. Pendant le Tir fédéral, ainsi que quatre semaines avant et après, il ne pourra être organisé aucun tir d'amitié, aucun concours entre sections prévoyant la distribution de couronnes ou distinctions de ce genre.

Reproduisons encore les passages suivants où le président du Comité central, le colonel Schweighauser, a exprimé son opinion sur le moment présent :

D'une part, on réclame le désarmement ; d'autre part, on exige des restrictions dans les exercices de tir qui ont lieu le dimanche. Ici et là, on aperçoit bien la politique montrer le bout de l'oreille ; beaucoup pensent néanmoins sérieusement qu'il serait possible de réaliser, par ces moyens, la paix éternelle.

Il convient de mettre cet optimisme en face de la réalité. L'année dernière, en mai, j'accompagnai nos matcheurs à Rome. L'Italie commémorait précisément l'anniversaire de son entrée dans la guerre mondiale. Le 24 mai, j'étais à Florence ; toute la ville était pavoisée. L'après-midi, j'assistais à un grand cortège des autorités municipales et des organisations fascistes. Malheur à qui ne se découvrait pas au passage de la bannière. Beaucoup de monde dans la rue, mais ce qui me frappa surtout, ce fut cet enthousiasme de la jeunesse participant à cette manifestation.

Au cours d'une « Journée de la Jeunesse », j'eus encore l'occasion d'assister à Gênes, au défilé de la garnison et des organisations fascistes de la ville. Une tribune était érigée, et de chaque côté de la rue se massait une foule énorme devant laquelle on apercevait les enfants des écoles de la ville. Les troupes étaient acclamées au passage, et chacun de saluer respectueusement le drapeau du régiment. Cela était impressionnant.

Lorsque je vis ainsi toute la population témoigner sa sympathie à l'armée, je ne pus m'empêcher de me rappeler à nouveau ces paroles que prononça jadis le colonel Pfyffer, chef d'état-major : « En cas

de guerre, la Suisse connaîtrait deux moments particulièrement dangereux : au début, quand, n'étant pas prêts, nous ne pourrions pas couvrir assez rapidement la frontière ; et vers la fin du conflit, lorsqu'un général, cherchant une solution au mépris des ordres de son gouvernement, viendrait à traverser notre territoire. » Je me disais aussi que celui qui méconnaît la nécessité de la défense nationale, ressemble à celui qui n'assure pas son bien, si petit soit-il.

* * *

Nous sommes menacés d'un renouvellement de bail avec le pas d'école, le sempiternel et trop fameux pas d'école. Il serait question, paraît-il, que le futur règlement de service le prescrive, ce qui nous affligerait de nouveau de cette superfluité pour un temps indéterminé.

Les lecteurs de la *Revue militaire suisse* savent ce qu'elle en pense. Il en est du pas d'école comme de l'instruction de l'infanterie de montagne : elle a toujours préconisé celle-ci et demandé l'abolition de celui-là. Elle n'a pas changé d'opinion ; elle continue à se prononcer pour cette abolition en invoquant cinq motifs :

Le pas d'école ne répond à aucun besoin tactique ;

à la lecture des prescriptions réglementaires qui l'ont institué, on constate qu'il est inexécutable ;

il nous fait perdre un temps précieux, alors que nous n'en avons pas à revendre ;

il est nuisible en ce qu'il favorise le moindre effort, c'est-à-dire l'absence de réflexion chez les jeunes officiers qui le prennent au sérieux ;

enfin, mais ce cinquième motif intéresse plus particulièrement la Suisse romande, il fait du tort à l'armée en ce que, lors des défilés au spectacle desquels la population s'intéresse, il heurte le bon goût des spectateurs qui ne parviennent pas à admirer ce qui contredit la nature et le sens commun.

Sauf erreur, il y a quelques années, le chef d'arme de l'infanterie a fait demander à tous les instructeurs leur avis sur cette « importante question ». La majorité s'étant prononcée pour le maintien, il n'en fut plus question, et le pas dit cadencé continua à déformer notre armée. Après tout, s'il est encore des instructeurs et des chefs de corps qui y tiennent, que la faculté leur soit laissée de l'appliquer, mais qu'on n'en fasse plus une obligation, et surtout pas une obligation de parade. On pourra constater si les troupes qui s'en passent sont moins disciplinées que les autres, moins sérieusement préparées aux exigences de la tactique, moins souples lorsqu'il s'agit de s'adapter à un terrain accidenté, bref, moins prêtes à la guerre.

Ceci est vrai pour toutes les troupes quelconques, mais si l'on pense aux troupes de montagne, on saisit moins encore une prescription qui jure pareillement avec l'instruction qui doit leur être donnée.

Puisque le nouveau règlement de service entend s'emparer de cet objet, qu'on profite de l'occasion pour reviser une des prescriptions la moins heureuse de nos anciens règlements, et si, dans la crainte du changement, d'aucuns hésitent à la supprimer purement et simplement, qu'au moins son caractère impératif disparaisse.

CHRONIQUE FRANÇAISE

(*De notre correspondant particulier.*)

Foch.

Un à un, tous les grands chefs de la grande guerre s'en vont.

Après Douglas Haig, après Cadorna, après le grand-duc Nicolas, pour ne parler que des titulaires alliés de premier plan, voici Foch, celui qui eut à porter sur ses robustes épaules le poids des responsabilités les plus lourdes et les plus encombrantes, qui disparaît dans la tombe. Ce ne sera pas sans que la France reconnaissante lui ait accordé les honneurs suprêmes du triomphe. Triomphe auquel se sont joints tous les peuples qui, en commun, menèrent sous sa haute direction, la guerre et qu'il conduisit à la victoire commune.

Il était déjà entré dans la gloire ; le voici maintenant dans l'immortalité, a-t-on dit de lui à l'Académie française. C'est le propre des hommes de guerre de se voir, de plain-pied, transformés en héros. Les peuples n'oublient pas, en effet, les services qu'ils leur ont rendus aux heures les plus graves de leur existence, et les nations que guettent les embûches des autres nations savent combien elles ont intérêt à se confier à des hommes qui synthétisent alors toutes les ressources de volonté et d'énergie qu'elles possèdent.

L'histoire mettra certainement Foch sur le même plan qu'un Alexandre, un César, un Turenne ou un Napoléon. En fait, il en aura été, science militaire mise à part, totalement différent, et c'est M. Painlevé, notre ministre de la guerre, qui en aura fait très judicieusement la remarque. Ceux-là furent des conquérants. Foch n'aura été qu'un libérateur !...

On a beaucoup médit des gérontocraties. Or, n'êtes-vous point frappé de ce fait que ce sont précisément deux vieillards qui, en 1918, au moment où la guerre entrait dans son tournant décisif le plus angoissant, se sont trouvés mis à la tête des destinées de notre patrie

française : l'un, Clemenceau, fouaillant les pouvoirs publics et une opinion donnant des signes de lassitude ; l'autre, Foch, ayant assumé la direction des armées alliées. L'âge met à l'abri des aventures personnelles ; il incline à la sagesse et un homme qui penche vers le déclin de la vie, mésuse rarement de la puissance et de l'autorité que les circonstances lui permettent de s'attribuer.

Je dis à dessein : lui permettent de s'attribuer.

Car même chez un Foch, aussi modeste que le plus humble de ses soldats, ce serait une erreur de psychologie grossière que de croire qu'il ne fit rien pour obtenir les pouvoirs suprêmes qu'on lui confia. Si grave soit une situation, il est toujours des esprits supérieurs que les obstacles attirent, qui ont en eux l'ardent désir de se mesurer aux difficultés pour tenter de les vaincre. Et si, parmi ceux qui se poussent ainsi, on rencontre souvent des téméraires, plus nombreux sont encore les incapables que l'on élève à leur corps défendant. En 1918, Foch désirait avec fougue recevoir le commandement des armées, parce qu'il se sentait de taille à trouver la solution du problème que les Alliés se posaient vainement depuis quatre interminables années, et ce sera l'honneur de tous ceux qui contribuèrent à lui permettre de « courir sa chance », comme disait alors le futur maréchal.

Sa carrière militaire fut simple, analogue à celle de tous les officiers français appartenant à la génération d'entre les deux guerres. Né à Tarbes, garnison d'artillerie, transplanté à St-Etienne, ville d'ingénieurs, puis à Metz, garnison et école d'artillerie, il était logique que le jeune Foch, décidé à entrer dans l'armée se destinât à l'Ecole, polytechnique. Il allait s'y présenter lorsque la guerre de 1870, interrompant ses études, le fit s'engager pour la durée de la guerre. Déjà son esprit d'observation se révèle et nous l'avons entendu nous dire combien il avait été frappé par l'impression de vide que rapportaient, du champ de bataille, l'immense majorité des combattants. Ceux qui vinrent par la suite ne connurent cette guerre malheureuse que par les manifestations artistiques qui s'attachent à l'ordinaire à certains détails impressionnants, charges héroïques de cavalerie, attaques désespérées à la baïonnette, incendies de localités... Or la remarque de Foch montrait combien, pour les exécutants, cette guerre différait déjà de celles l'ayant précédée.

En 1871, Foch entrait à l'Ecole polytechnique, et deux ans après il en sortait dans l'artillerie. Ce n'est que quinze ans plus tard qu'il était admis à l'Ecole supérieure de guerre, et ces longues années passées au régiment, il les employa pour le mieux à acquérir la connaissance pratique des hommes et de la troupe.

Sans qu'il négligeât pour cela les études militaires théoriques. C'était alors l'époque d'un fécond renouveau intellectuel dans notre armée, sur qui la défaite avait exercé le besoin salutaire d'un examen de conscience approfondi. Foch se classa bien vite parmi l'élite des officiers qui, ayant analysé les causes de cette défaite, puisèrent de fortes et solides raisons d'espérance. Chef d'escadron en 1891, il était attaché au 3e bureau de l'état-major de l'armée, celui précisément consacré à l'étude de la tactique et des opérations militaires, et à l'époque où notre doctrine de guerre, pour me servir de l'expression employée dans une *Histoire de l'armée française* dont j'ai en ce moment les bonnes feuilles sous les yeux, passait de la mise en garde (1871-1886) aux velléités d'action (1887-1910), avant d'aboutir au parti pris d'offensive (1911-1914). En 1895, Foch était nommé professeur du cours de tactique générale à l'Ecole supérieure de guerre. Pendant huit ans, il allait y prendre un réel ascendant sur les promotions successives de ses auditeurs par un enseignement dont la valeur profonde était encore rehaussée par l'originalité de la forme. Ses leçons ont été par la suite réunies en volumes qui se trouvent aujourd'hui dans toutes les bibliothèques militaires. J'y renvoie les lecteurs de cette chronique. De la lecture de cette œuvre pédagogique, ils emporteront l'impression communément répandue depuis, que notre défaite de 1870, moins qu'à la science parfaite de notre adversaire, avait été due aux fautes grossières de notre propre commandement[1]. Fautes si grossières, soutenait Foch, qu'avec tant soit peu de précautions, on aurait pu les éviter et tenir ainsi victorieusement tête à un ennemi cependant très supérieur en moyens matériels. La conclusion de Foch était donc qu'au lieu de nous mettre à l'école de notre vainqueur, nous n'avions qu'à trouver en nous-mêmes les éléments de notre prochaine régénération militaire. Il montrait que la doctrine des campagnes napoléoniennes, si elle avait été entièrement méconnue chez nous, les Allemands l'avaient sensiblement transformée en la ramenant au niveau de leur mentalité nationale ; mais qu'il suffirait de remonter à ses sources pour corriger dans l'avenir les sanctions toutes provisoires édictées par le dieu des armées.

Dès cette époque, ainsi qu'il arrive à toutes les individualités marquantes, surtout dans ce milieu surchauffé de l'Ecole de guerre où l'esprit critique se trouve sans cesse porté à un degré suraigu

[1] On nous permettra de faire remarquer que la thèse du maréchal Foch a été soutenue déjà au lendemain de la guerre de 1870 par le fondateur de la *Revue militaire suisse*, le colonel Ferdinand Lecomte, écrivant son ouvrage en quatre volumes sur la guerre franco-allemande (Réd.).

qui tend à l'exagération, Foch avait ses partisans enthousiastes et ses adversaires acharnés. Les premiers se sentaient enlevés par la vigueur technique et la logique serrée de son enseignement, par la confiance qui s'en dégageait, par les espoirs qu'il encourageait. Les autres lui reprochaient une certaine subtilité, un fond plus théorique que pratique et, pour finir, une obscurité quelque peu décevante que connaissent bien ceux qui ont entendu parler Foch et que l'on ne peut naturellement pas discerner dans l'œuvre écrite du professeur. Le Foch de l'Ecole de guerre était en effet si constamment plein d'idées prêtes à jaillir comme les étincelles d'une fusée d'artifice, que sa parole en était parfois embarrassée et qu'avant même qu'une idée ait eu le temps d'être complètement exprimée, il passait à une autre. De là, pour des auditeurs superficiels, un effort personnel assez sensible s'ils voulaient s'assimiler la doctrine du maître.

Disons tout de suite que ce n'est pas dans les livres de Foch que la postérité ira chercher les éléments décisifs de ses victoires futures. La guerre exige d'autres qualités que celles qui font le bon professeur. Mais on sait qu'une conférence, si elle ne profite guère à ceux qui l'écoutent, est toujours un exercice fort utile à qui la prépare. Ainsi en fut-il des cours professés par Foch à l'Ecole supérieure de guerre. La maturité d'esprit, la méthode d'examen des faits qu'il en retira peuvent être considérées comme une préparation remarquable à la conduite des événements de guerre où il sera mêlé par la suite. C'est dans ses actes, non dans ses écrits, que résidera le meilleur de la science guerrière d'un Foch. N'est-ce d'ailleurs point déjà le cas pour un César, un Turenne ou un Napoléon ?

Après avoir commandé pendant quatre ans, de 1903 à 1907, un régiment d'artillerie à Vannes, dans cette Bretagne qui deviendra sa petite patrie d'adoption et où s'établiront ses premiers rapports à titre privé avec Weygand, son futur chef d'état-major, Foch passait général de brigade et Clemenceau, président du Conseil et ministre de la guerre, l'appelait au commandement de l'Ecole supérieure de guerre. On prétend que Clemenceau ayant proposé ce poste à Foch, celui-ci aurait fait observer que ses opinions politiques et religieuses ne concordaient pas avec celles qui étaient alors en honneur dans les sphères du pouvoir et qu'il ne pouvait en aucune façon envisager de renoncer à la ligne de conduite intérieure qu'il s'était tracée. A quoi Clemenceau aurait répondu, dans la manière brusque qui lui était habituelle : « Je m'en f... ». Vraie ou fausse, cette historiette fait honneur à l'un comme à l'autre et il convient d'en retenir que, dès cette époque, les deux collaborateurs de 1918 avaient eu l'occasion de se connaître et de s'estimer réciproquement. D'ailleurs,

il est singulier de voir combien les circonstances aident à la carrière de chacun : nous venons d'indiquer que Foch, Weygand et Clemenceau s'étaient rencontrés bien avant la guerre ; de même, bien avant la guerre, dans les parages de l'Ecole militaire, on voyait avec Foch, un Pétain, un Lanrezac, un Fayolle, un Ruffey, un de Maud'huy, pour ne citer que quelques-uns des premiers rôles à partir de 1914.

Au cours de la période pendant laquelle il dirigea l'Ecole de guerre, Foch, toujours soucieux de développer le haut enseignement militaire, par quoi nous avions le plus failli en 1870, avait imaginé de créer une sélection parmi les élèves. Ceux qui, de chaque promotion, étaient classés les premiers, passaient à l'Ecole une année supplémentaire qu'ils consacraient à l'étude de la stratégie. C'était une erreur dont Foch lui-même revint vite et qui ne fut qu'éphémère. Il faut songer, en effet, que ces lauréats étaient des lieutenants ou jeunes capitaines qui, dès le début de leur carrière militaire, se trouvaient ainsi prédestinés au plus brillant avenir. C'était l'inverse de cette tendance gérontocratique à laquelle nous faisions allusion tout à l'heure. C'était rendre un mauvais service à ceux qui étaient l'objet d'une telle faveur prématurée. On la supprima sans tarder et on la remplaça par le Centre des hautes études militaires où étaient appelés, pour y subir le même entraînement intellectuel, des colonels ou généraux de brigade qui, plus anciens à la fois d'âge et de grade, devaient tirer un profit plus immédiat de cette institution. On était alors en 1910, époque à laquelle Joffre, depuis quelque temps au Conseil supérieur de la guerre, allait bientôt recevoir la vice-présidence du dit Conseil, c'est-à-dire le commandement en chef éventuel des armées mobilisées. Foch et Joffre ainsi mis en contact se retrouveraient bientôt aux heures émouvantes de la guerre, pour y continuer cette précieuse collaboration amorcée dans la paix en vue de la préparation de la guerre.

Général de division en septembre 1911, Foch commandait successivement la 13e division d'infanterie à Chaumont, le 8e corps d'armée à Bourges, le 20e à Nancy. Né en 1851, il avait 63 ans en 1914. Malgré le grand cas que l'on faisait de ses capacités, il n'était pas destiné à venir au Conseil supérieur de la guerre ; on le jugeait trop âgé pour pouvoir, jusqu'à 65 ans, occuper pendant une durée suffisante un poste de commandant d'armée ; on était alors en pleine poussée d'arrivisme provoquée par ceux qu'on a par la suite appelés » les Jeunes Turcs » ; on savait en outre que Foch souffrait de la maladie des reins qui vient de l'emmener ; enfin il gardait ses dénigreurs toujours malveillants.

Foch part donc en campagne à la tête du 20e corps d'armée.

L'armée à laquelle il appartient est la IIe, aux ordres de Castelnau. L'offensive générale prévue par le plan XVII s'amorce ; le 17 août, Foch entre dans Château-Salins. Au 20e corps, composé des meilleures troupes de l'armée française, on a comme une sensation de victoire et l'on pousse vigoureusement en avant. Tant et si bien que lorsque la réaction de l'ennemi se produit et que cette réaction est particulièrement sensible sur le 15e corps, de bien moindre solidité, Foch se trouve très en avant. Un ordre de repli donné par l'armée ne lui serait point parvenu. Bref, toute une artillerie divisionnaire du 20e corps reste aux mains de l'ennemi. Il en est résulté quelque dissentiment entre Foch et Castelnau qui, sitôt après la guerre, a donné lieu à une vive polémique de presse.

C'est au cours de cette pénible retraite de Mohrange que s'affirme pour la première fois le caractère du général Foch. De toutes parts, le bruit se répand dans les états-majors qu'il y a en lui l'étoffe d'un grand chef. De sorte que le 29 août, pendant l'exécution de la retraite stratégique qui devait permettre le décollage de la frontière et la recherche de l'aile extérieure allemande, quand Joffre eut besoin de boucher un vide dangereux créé entre les IVe et Ve armées, au centre de sa ligne, il donna à Foch le commandement de l'unité de nouvelle formation : détachement d'armée d'abord, puis IXe armée, dès que les services purent être constitués.

Cette IXe armée s'illustre pendant la bataille de la Marne. Foch couvre les débouchés au sud des marais de St-Gond en attaquant sans cesse. Devant un ennemi acharné dans ses attaques, il répète, ce qui prouve combien son sens tactique le rendait clairvoyant sur la situation générale : « Pour que les Allemands nous attaquent si fort ici, il faut que leurs affaires aillent bien mal ailleurs. » A-t-il réellement envoyé à Joffre le compte rendu téléphonique bien connu : « Débordé à droite, enfoncé à gauche, fortement poussé au centre, ma situation est excellente ; j'attaque de nouveau demain » ?

C'est de la légende. Mais ici la légende traduit exactement l'état d'âme du commandant de la IXe armée. Il fut aussi très vigoureusement appuyé par les armées voisines, de Langle à droite, F. d'Esperey à gauche, qui volontairement se privèrent, au profit de la IXe armée, de tous les éléments disponibles qui auraient pu leur fournir des occasions de succès particuliers plus marqués. Car à côté de l'esprit offensif dont tous les grands chefs de notre armée s'inspiraient alors, il ne faut pas oublier l'esprit d'entr'aide réciproque, le désir d'entente, de liaison, d'intime collaboration qui, du haut en bas de la hiérarchie, faisait de toute l'armée française comme une seule personne morale, cohérente, volontaire. C'est le cas de répéter

que dans cette victoire de la Marne, la solidarité fut complète et que tous les efforts individuels s'ajoutèrent heureusement dans un effort d'ensemble total.

Le nom de Foch sortait encore grandi de cette nouvelle épreuve.

En octobre, quand la poussée constante vers l'aile extérieure eut porté la bataille dans la région du Nord, en Picardie, en Artois et en Flandre, et fait prendre aux opérations cette apparence, si fausse dans sa réalité, que l'on a baptisée d'une expression pittoresque : la Course à la mer, Foch est, à partir du 4, enlevé à sa IX^{e} armée et délégué par Joffre pour coordonner l'action des troupes alliées au nord de l'Oise. Toujours, il fera preuve des plus belles qualités d'énergie et de volonté. Son art s'affirme d'une simplicité qui déconcerte ; dans ses instructions, tant écrites que verbales, il prodigue ce mot d'ordre : tenir à tout prix là où l'on se trouve ; ne pas consentir à reculer d'un pouce de terrain ; se faire tuer sur place ; dès qu'on le peut, se reporter en avant. Sans cesse il accourt chez ses commandants d'armées ; on le voit partout insufflant l'esprit d'ordre et de méthode dans les états-majors, l'activité d'esprit chez les chefs, secouant chez tous l'apathie et ne tolérant chez aucun la moindre faiblesse de caractère.

Foch rend en outre un service d'une nature spéciale et dont la nécessité se faisait impérieusement sentir depuis le premier jour des hostilités : il est chargé de s'entendre avec nos Alliés, Belges et Britanniques, et de les faire agir dans le sens le plus opportun à l'intérêt général. Déjà il s'exerce à son rôle futur de généralissime interallié. Il le fait avec une maîtrise souveraine, sachant trouver auprès de chacun les mots et les images qui conviennent le mieux pour déclencher l'action des réflexes psychologiques. Ce sera, au vaillant roi Albert, l'évocation du lambeau de territoire à conserver sur l'Yser, trace matérielle ultime de sa souveraineté. Ce sera au maréchal French le rappel des traditionnelles qualités de solidité et d'endurance tenace dont firent preuve jadis, à Waterloo, les soldats de Wellington, pour le décider à ne pas donner, fin octobre, l'ordre de repli dans les Flandres. Ainsi, par l'ascendant moral qu'il sut prendre sur chacun, par l'esprit de persuasion, de générosité et de patience dont il fera preuve, n'hésitant pas, d'ailleurs, à mettre à la disposition des Alliés toutes les ressources françaises, au fur et à mesure qu'elles lui arrivent, Foch parvint à contenir l'adversaire et à l'empêcher d'atteindre les objectifs successifs qu'il s'était fixés.

Le succès avec lequel le commandant du groupe d'armées du Nord avait assuré les relations interalliées dans le Nord, sera cause que Foch ne quittera plus cette région jusqu'à la fin de 1916. En 1915,

il livrera les sanglantes offensives d'Artois, coûteux sacrifices nécessaires pour déterminer les conditions dans lesquelles on pourrait obtenir la percée du front stabilisé. C'est au G. A. N. qu'une technique de la guerre de tranchées fut progressivement élaborée et mise en expérimentation dans chacune des puissantes tentatives que les Alliés avaient logiquement hâte de s'engager. Mais jamais les programmes de matériel n'étaient suffisants et leur réalisation exigeait des délais qui n'étaient pas toujours compatibles avec les volontés adverses et notre propre impatience.

Fin 1915, on prévoyait qu'il fallait attendre juillet 1916 avant de lancer une nouvelle offensive dont les dimensions seraient cette fois suffisantes pour qu'une rupture décisive pût enfin être escomptée. Nul doute que la bataille de la Somme n'eût amené cette victoire sans l'usure préalable de la bataille de Verdun qui obligea de réduire considérablement notre participation à l'offensive franco-britannique de juillet. Sur la Somme, en effet, les Allemands se trouvèrent à deux doigts de céder. De toute façon, les méthodes de la Somme avaient fait la preuve qu'il suffisait de recommencer. On voulut leur substituer les méthodes de l'école de Verdun en 1917 et le fiasco fut complet. Voilà à quoi aboutissait le changement d'équipe dirigeante dans la conduite des opérations militaires. Foch se trouvait alors, selon le mot de M. Painlevé, « dans la situation de Jérôme Paturot à la recherche d'une position sociale ». Il remplit diverses missions d'études à l'arrière, précautions à prendre en cas d'une violation par l'Allemagne de la neutralité suisse, collaboration alliée en Italie en cas d'attaque ennemie vers le Pô, etc. Le 15 mai 1917, sur la proposition de M. Painlevé qui était alors ministre de la guerre (voir son livre : *Comment j'ai nommé Foch et Pétain*), Foch était désigné comme chef d'état-major général et conseiller technique du gouvernement, en même temps que Pétain prenait le commandement des armées françaises du Nord et du Nord-Est.

Il est certain que Foch, dont le besoin d'activité était toujours intense, ne se montrait pas satisfait de cette sorte d'oisiveté honorifique, telle qu'on l'avait d'ailleurs imaginée un instant pour Joffre en décembre 1916. Ce fut cependant cette solution qui lui donnera plus tard la possibilité de s'élever à la dignité suprême du commandement interallié. Tant il est vrai, une fois de plus, que les circonstances ne sont profitables qu'en proportion de l'utilité que savent leur donner les individus. Foch fit prendre à sa fonction nouvelle une ampleur immédiate. Parlant au nom du gouvernement, son impulsion militaire technique gagna les différents fronts ; celle-ci avait jusqu'alors par trop fait défaut. Les T. O. E., les missions

auprès des armées étrangères éprouvèrent la sensation bienfaisante d'être enfin dirigés. Le désastre de Caporetto lui permit une action instantanée, ce que jamais gouvernements ou chefs séparés n'avaient encore pu obtenir. Il fallait en outre orienter, diriger l'effort juvénile et sans expérience de l'Amérique ; préparer les collaborations prochaines qui tiendraient tête aux efforts décisifs que l'Allemagne s'apprêtait à tenter.

A cette œuvre délicate, militaire et diplomatique, Foch présida avec une habileté consommée. De sorte qu'en mars 1918, quand les Alliés se trouvèrent dans la nécessité de prendre des décisions militaires immédiates et qu'ils envisagèrent la désignation d'un chef unique, tous étaient d'accord pour désigner Foch qui d'ailleurs s'offrait de lui-même. Ce qu'il a fait ensuite, dans cette période de fin mars à novembre 1918, est encore présent à toutes les mémoires. A aucun moment, Foch n'a cessé de faire preuve des plus admirables qualités de caractère, de fermeté, d'initiative, en même temps que de souplesse et de compréhension. « Il faut s'entendre », n'avait-il cessé de répéter pendant toute la durée de la guerre. Et jamais avec lui, l'Entente n'a subi la moindre éclipse.

Maréchal de France le 7 août 1918, il fut ensuite promu field-marschall britannique et élevé à la même dignité au titre de l'armée polonaise.

Il fut sans conteste la plus belle, la plus haute figure militaire de notre temps ; il sera pour les générations à venir un exemple sans égal des vertus guerrières et humaines de notre race. On ne pourra jamais lui adresser les reproches qui vont à ceux qu'anime la soif des conquêtes. Soldat avant tout, le citoyen et l'homme percent en lui ; il n'est que de relire le discours qu'il prononçait en 1921, lors du centenaire de la mort de Napoléon, devant son tombeau près de l'endroit où lui-même va désormais reposer, à côté d'un Turenne, qu'au dire du général Weygand, il aura lui-même si bien aidé à faire comprendre.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

La province pendant la Révolution. Histoire des clubs jacobins (1789-1795), par L. de Cardenal, membre de la Société de l'histoire de la Révolution. — Gr. in-8° de 518 pages de la Bibliothèque historique. Payot, Paris.

Ce volume est d'intérêt politique plutôt que militaire. Pas absolument pourtant. Un chapitre intitulé « Question militaire, orga-